

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

WOENSDAG 27 MEI 2015

Namiddag

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MERCREDI 27 MAI 2015

Après-midi

De vergadering wordt geopend om 14.16 uur en voorgezeten door de heer Vincent Van Quickenborne.
La séance est ouverte à 14.16 heures et présidée par M. Vincent Van Quickenborne.

01 Questions jointes de

- M. David Clarinval au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "les mesures assurant le passage des chèques-repas papier aux chèques-repas électroniques" (n° 1607)

- M. David Clarinval au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "l'effet de la prolongation de la validité des chèques-repas" (n° 2221)

01 Samengevoegde vragen van

- de heer David Clarinval aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de maatregelen voor de overgang van de papieren naar de elektronische maaltijdcheques" (nr. 1607)

- de heer David Clarinval aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "het effect van de verlenging van de geldigheidsduur van de maaltijdcheques" (nr. 2221)

01.01 David Clarinval (MR): Madame la ministre, la décision gouvernementale de généraliser le chèque-repas électronique dès 2016 aura un impact sur la durée de validité des chèques-repas papier émis cette année: leur durée de validité diminuera d'un mois chaque mois. Ainsi, les chèques-repas papier que les employés recevront en janvier seront valables douze mois, ceux qu'ils recevront en février ne seront plus valables que onze mois, ceux qu'ils recevront en mars dix mois et ainsi de suite.

En résumé, tous les chèques-repas papier émis en 2015 viendront à échéance le 31 décembre, garantissant le passage total et définitif à la version électronique au 1^{er} janvier 2016. La périssabilité rapide de ces chèques-repas risque d'accroître grandement les montants non perçus par les travailleurs.

Nous avons, sous la précédente législature, obtenu une modification législative afin de lutter contre cette péremption en accroissant la date d'utilisation. Madame la ministre, que va-t-il advenir des chèques-repas papier non utilisés au 31 décembre 2015? Pouvez-vous me dire quelle sera l'éventuelle durée de péremption des chèques-repas électroniques? Est-il possible de transférer le montant non perçu via des chèques-repas papier sur le compte électronique?

Le **président**: Vous pouvez poser votre deuxième question.

01.02 David Clarinval (MR): Madame la ministre, le 7 mars 2013, la proposition de loi allongeant la validité des chèques-repas était votée à l'unanimité en séance plénière du parlement. Un peu plus de deux ans après la parution de cette loi, je m'interroge sur les effets produits par celle-ci, tant au niveau de l'activité économique, des commerces d'alimentation qu'au niveau de certains aspects concrets du dispositif. Madame la ministre, pouvez-vous me dire quels sont les résultats qui ont été observés à la suite de l'allongement de la validité des chèques-repas? Pouvez-vous me renseigner sur l'évolution mois après mois du nombre de chèques perdus ou périmés, du comportement du consommateur et de l'impact sur l'activité des commerces d'alimentation? Selon vous, le bilan global consécutif à cette disposition s'avère-t-il négatif ou positif?

01.03 Maggie De Block, ministre: Monsieur le président, monsieur Clarinval, comme vous le savez, l'arrêté

royal du 29 juin 2014 prévoit la généralisation complète des titres-repas électroniques et, en conséquence, la disparition des titres-repas papier à la date du 1^{er} janvier 2016. Les titres-repas papier non utilisés à cette date seront donc périmés.

Cependant, je rappelle que l'arrêté du 29 juin 2014 a été publié au *Moniteur belge* le 24 juillet 2014. Ceci devrait laisser largement le temps aux différents acteurs concernés de prendre les mesures qui s'imposent, notamment en termes d'informations à l'égard des travailleurs et des employeurs.

Dans l'avis n° 1902 du Conseil National du Travail, les partenaires sociaux ont expressément émis le souhait de passer définitivement et totalement au système des titres-repas électroniques au 1^{er} janvier 2016.

Pour éviter qu'après cette date il existe encore parallèlement des titres-repas papier et électroniques, les derniers titres-repas papier qui seront délivrés aux travailleurs devront avoir trait aux prestations de septembre 2015. En outre, tous les titres-repas papier qui seront distribués en 2015 seront seulement valables jusqu'au 31 décembre 2015.

Je souligne qu'à ce sujet les partenaires sociaux ont étudié expressément et largement les systèmes possibles de transition et d'échange de chèques. Ces pistes n'ont toutefois pas été retenues étant donné qu'elles conduiraient à plus de formalités administratives.

Par conséquent, les partenaires sociaux ont opté pour une dérogation d'une durée de validité principale de douze mois de chèques-papier émis en 2015, mais ont également insisté sur la nécessité de mettre en relief tout particulièrement ce point lors de la campagne d'information et de promotion, aussi bien à destination des travailleurs que des commerçants et des employeurs. La durée des titres-repas électroniques, quant à elle, se maintiendra à douze mois.

Selon les données collectées par l'Agence pour la simplification administrative, au 30 novembre 2014, 78 % des travailleurs salariés recevaient déjà des titres-repas sous forme électronique. Cette proportion va certainement encore augmenter au cours de cette année. Nous pouvons dès lors nous attendre à une disparition presque complète des titres-repas papier au moment du passage définitif aux titres-repas électroniques. C'est pourquoi une mesure de transition permettant de transformer ceux-là en ceux-ci ne me semble pas nécessaire.

S'agissant des effets de la prolongation de la validité des chèques-repas, je rappelle tout d'abord que la définition de la notion de rémunération dans la loi du 27 juin 1969 et dans celle du 29 juin 1981 renvoie à la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs. Elle définit en son article 2 la rémunération comme étant "le salaire en espèces auquel le travailleur a droit à charge de l'employeur et en raison de son engagement". Les avantages évaluable en argent, mais aussi en nature, sont donc en principe une rémunération sur laquelle les cotisations de sécurité sociale sont dues.

Toutefois, divers avantages en nature sont explicitement exclus de la notion de rémunération, sur laquelle des cotisations de sécurité sociale sont calculées par application de l'arrêté royal du 28 novembre 1969. Ainsi, les chèques-repas sont-ils exclus de la notion de rémunération. Dès lors, ils répondent à certaines conditions.

Aucune cotisation n'est calculée sur les avantages qui sont explicitement exclus de la notion de rémunération. Ces avantages ne doivent pas être déclarés à l'ONSS, de sorte que ce dernier ne peut fournir aucune donnée statistique y relative.

S'agissant plus particulièrement des chèques-repas perdus ou périmés depuis l'extension à douze mois de la durée de validité desdits chèques-repas, seuls les émetteurs de titres-repas qui sont des sociétés privées pourraient répondre à vos questions.

01.04 David Clarinval (MR): Madame la ministre, je vous remercie pour vos réponses. Évidemment, je suis favorable à un système de chèques électroniques. Loin de moi l'idée de contester cette initiative, déjà adoptée par 80 % des entreprises.

Je voulais simplement attirer l'attention sur la durée de validité d'un mois des futurs chèques, en raison de ce système dégressif. Nous risquons ainsi d'avoir des chèques qui ne sont valables que pendant un mois alors que la durée de validité est d'un an.

Aussi, je pensais qu'il y aurait des mesures transitoires. J'entends que celles qui ont été proposées n'ont pas été retenues. Il importera donc d'informer le plus exactement possible les consommateurs pour leur signaler que les chèques-repas qu'ils recevront à la fin de l'année ne seront valables que pendant un mois.

Cependant, vous me dites que les prestations au-delà de septembre 2015 seraient automatiquement sous format électronique. Dès le mois d'octobre, les heures prestées seront payées sous format électronique. On anticipe alors le 1^{er} janvier, si je comprends bien.

01.05 Maggie De Block, ministre: Pour éviter trop de réserve.

01.06 David Clarinval (MR): Cela me semble intelligent. En ne fixant pas le 1^{er} janvier et en permettant déjà dès le mois d'octobre d'écouler les chèques, on génère une anticipation de quelques mois. Je retiens cette information.

J'en viens à ma deuxième question. Je connais bien le système des chèques-repas. Selon les informations dont je dispose, fournies par l'un des quatre opérateurs, la loi que nous avons votée il y a deux ans a permis de diviser par quatre le nombre de chèques perdus ou périmés. En 2013, 0,38 % des chèques étaient perdus ou périmés, soit 6 millions d'euros; aujourd'hui, c'est de l'ordre de 0,10 %. Nous avons donc économisé 4 à 5 millions pour un seul opérateur. Il y a quatre opérateurs; ce sont donc plus de 10 millions d'euros qui ont été, selon moi, économisés grâce à cette loi. Le but de ma question était de savoir si les chiffres des trois autres opérateurs étaient les mêmes ou pas.

01.07 Maggie De Block, ministre: Nous ne disposons pas de ces chiffres. Les opérateurs en disposent.

01.08 David Clarinval (MR): Ne pouvez-vous pas les leur demander? Il s'agit simplement du taux de perdus ou périmés.

01.09 Maggie De Block, ministre: Ce n'est pas notre tâche de demander de telles informations aux opérateurs.

01.10 David Clarinval (MR): Il s'agit simplement de l'application de la loi. Cela nous permettrait d'évaluer l'efficacité de la loi.

Un des opérateurs m'a donné l'information.

01.11 Maggie De Block, ministre: C'est son droit. Si les opérateurs ont envie de communiquer ces données, ils en ont le droit.

01.12 David Clarinval (MR): C'était pour évaluer la pertinence d'une législation.

01.13 Maggie De Block, ministre: Vous pouvez le demander aux autres mais moi, je ne peux pas. La loi ne le prévoit pas.

01.14 David Clarinval (MR): Il n'y a pas de problème. Je vous remercie pour votre réponse, madame la ministre.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

02 Questions jointes de

- **M. Benoît Hellings à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la reconnaissance du statut d'artiste et la mise en place de la commission Artistes" (n° 3209)**

- **Mme Inez De Coninck à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le recours abusif au statut d'artiste" (n° 4378)**

02 Samengevoegde vragen van

- **de heer Benoît Hellings aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de erkenning van het kunstenaarsstatuut en de oprichting van de Commissie Kunstenaars" (nr. 3209)**

- **mevrouw Inez De Coninck aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het**

oneigenlijke gebruik van het kunstenaarsstatuut" (nr. 4378)

02.01 Benoit Hellings (Ecolo-Groen): Monsieur le président, madame la ministre, lors de la précédente législature, de nouvelles dispositions relatives au statut d'artiste ont été adoptées. Cette réforme, décidée dans la précipitation, avec un manque criant de concertation et d'information des secteurs, comprenait deux volets. Le premier concernait les réglementations liées au chômage et le second concernait la mise en place d'une commission Artistes. C'est sur ce dernier point que j'aimerais vous interroger.

L'article de la loi-programme du 26 décembre 2014 relatif à la commission Artistes est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Il délègue à la commission Artistes la mission de délivrer aux artistes le visa professionnel leur permettant de faire application de l'article 1bis. Ce visa professionnel sera uniquement délivré aux artistes qui pourront démontrer "la nature artistique de leur prestation" devant cette commission. Celle-ci est également chargée de délivrer aux artistes la carte d'artiste leur permettant de recourir au régime des petites indemnités (RPI).

La mise en œuvre de cette réforme précipitée a été fastidieuse, ce qui a mis de nombreux artistes en difficulté. Les arrêtés royaux du 26 mars 2014 complétant le statut social des artistes et fixant les modalités d'octroi du visa d'artiste et de la carte d'artiste, et du 17 juillet 2014 portant la composition de la Commission ont désormais été adoptés. Néanmoins, il apparaît que des discussions sont actuellement en cours afin d'adopter de nouveaux textes réglementaires, y compris par vous, ceci alors qu'un recours est pendant devant la Cour constitutionnelle à l'égard de toutes les législations que j'ai citées.

Il nous revient également que près de 3 000 dossiers ont déjà été remis mais qu'aucun visa n'a pu être délivré par cette commission Artistes. Le "flou artistique" qui règne depuis le début dans ce dossier semble être toujours d'actualité.

Madame la ministre, serait-il possible de faire le point sur la mise en place de la commission Artistes? Où en est-on actuellement? Apporterez-vous des modifications au projet initial et, le cas échéant, quelles seront-elles? S'agit-il de clarifications juridiques ou de modifications d'une autre nature?

Quelles seront les procédures mises en place par la commission Artistes pour déterminer la nature artistique des prestations? Vu l'ampleur de la tâche, la Commission dispose-t-elle de personnel? Comment le processus sera-t-il appuyé en termes de ressources humaines? Comptez-vous engager du personnel?

Les formulaires sont-ils déjà prévus pour la carte artiste? Une campagne d'information sera-t-elle mise en place vis-à-vis des professionnels? Pouvez-vous préciser les articulations qui seront faites entre cet angle, à savoir le statut social des artistes et les dispositions de la réforme relatives au chômage? On sait qu'aujourd'hui, *de facto*, quantité d'artistes émargent au chômage.

Et enfin, le visa d'artiste est actuellement destiné à permettre aux artistes de valoriser leurs prestations sous un régime de sécurité sociale de travailleurs salariés, lorsque l'ensemble des conditions ne sont pas réunies pour établir normalement un contrat de travail; il s'agit de l'article 1bis.

Cette législation est-elle destinée à évoluer selon vous et ce visa pourrait-il avoir pour future vocation de limiter l'accès aux prestations artistiques aux seuls détenteurs de ce visa?

02.02 Inez De Coninck (N-VA): Mevrouw de minister, mijn vraag sluit aan bij de vraag van collega Hellings over de Commissie Kunstenaars, maar gaat ook meer in het algemeen over het kunstenaarsstatuut.

Wie in ons land op professionele wijze artistieke activiteiten wil bedrijven, kan daarvoor kiezen uit drie mogelijkheden: als zelfstandige, als ambtenaar of als werknemer. De kunstenaar-werknemer heeft op zijn beurt nog eens drie mogelijkheden om zijn professionele artistieke activiteiten te organiseren. Dat kan via een arbeidsovereenkomst, via een sociaal bureau voor kunstenaars of op basis van het vermoeden van werknemerschap. Dat laatste is de zogenaamde 1bis-regeling, waarover collega Hellings het reeds had. Via die laatste regeling kan de kunstenaar dan beschermd blijven als werknemer en ook dezelfde sociale rechten opbouwen, ondanks het feit dat er eigenlijk geen sprake is van gezag en er dus geen arbeidsovereenkomst kan worden gesloten. Dat is dan ook wat men doorgaans bedoelt, als men het heeft over het sociaal statuut van de kunstenaar.

De aantrekkelijkheid van het systeem zit er net in dat men sociale rechten kan opbouwen, lagere RSZ- en

btw-tarieven geniet en ook aanspraak kan maken op een ziekteverzekering en een werkloosheidsuitkering.

Wat de werkloosheidsuitkering betreft, voorziet de wet opnieuw in vele uitzonderingen ten opzichte van de klassieke regeling. Zo dient men minder prestaties te bewijzen om een beroep te kunnen doen op de werkloosheidsregeling, mag men tegelijkertijd arbeid verrichten en is er bovendien de voordeelregel dat men langer hetzelfde niveau van uitkering kan behouden.

Problematisch aan de regeling is dat ze de deur wagenwijd openzette voor oneigenlijk gebruik door de kunstenaar. Zo bleek dat onder meer ook poetsvrouwen, huisschilders en kabelslepers van het statuut gebruik hadden gemaakt. Op die manier ontstond er een goedkope vorm van tewerkstelling op kosten van de sociale zekerheid.

De vorige regering heeft eind 2013 al pogingen ondernomen om het misbruik in te perken door onder meer te voorzien in het zogenaamde visum voor de kunstenaars. De bedoeling is dat wie een beroep wenst te doen op de 1bis-regeling een dergelijk visum dient aan te vragen bij de Commissie Kunstenaars, waarmee hij kan bewijzen wel degelijk aan de definitie van kunstenaar te voldoen.

Daarnaast heeft zij eveneens een kunstenaarskaart ingevoerd. Die kaart is bedoeld om het systeem van de kleine vergoedingen uit te voeren, waarbij er voor kleinschalige artistieke prestaties geen onderwerping is aan de sociale zekerheid.

Die kaart zou zowel de opdrachtgever als de kunstenaar de garantie moeten bieden dat er geen onderwerping aan de RSZ is en dat het vermoeden van 1bis dus niet speelt.

Echter, van het Kunstenloket vernemen wij dat de Commissie Kunstenaars nog niet operationeel is. Hierdoor kan zij nog geen kunstenaarsvisa of -kaarten uitreiken, waardoor men noodgedwongen moet terugvallen op de oude regeling die, zoals ik reeds zei, de deur openzet voor misbruik.

Mevrouw de minister, wat staat, ten eerste, de installatie van de commissie in de weg?

Ten tweede, welke maatregelen hebt u reeds genomen of stelt u in het vooruitzicht om de commissie te installeren?

Ten derde, hoeveel kunstenaars zijn tewerkgesteld, respectievelijk als werknemer, zelfstandige of ambtenaar? Is daarin een evolutie merkbaar over de jaren heen?

Ten slotte, beschikt u over cijfers die een beeld geven van de mate waarin gebruik en/of misbruik werd gemaakt van de 1bis-regeling?

02.03 Maggie De Block, ministre: Chers collègues, il s'agit d'un dossier dont j'ai hérité. Dès ma prise de fonction, j'ai pris ce problème très au sérieux et j'ai chargé mon administration de commencer à y travailler.

La philosophie du projet initial reste la même: il s'agit uniquement de voir ce qui doit encore être fait pour que la Commission puisse traiter les dossiers dès que possible.

En ce qui concerne le fonctionnement de la commission Artistes, des textes doivent encore être publiés. La Commission sera instituée au sein du SPF Sécurité sociale. Les administrations concernées se concertent sérieusement sur les ressources humaines et logistiques qui seront mises à la disposition de la Commission.

Une révision des critères sur la base desquels la Commission détermine si une activité est artistique ou non, fixant aussi une définition commune avec la réglementation sur le chômage, est prévue. Le secrétariat de la Commission et l'administration travaillent à l'élaboration d'un formulaire utilisé aussi bien en matière de visa que de carte artiste.

Comme vous le savez probablement pour l'article 1bis, la détermination de la qualité d'artiste se fait actuellement sur la base du secteur d'activité dans lequel la prestation ou l'œuvre a été créée ou exécutée. Outre ce critère, la commission Artistes évalue sur la base d'une méthodologie déterminée dans son règlement d'ordre intérieur si l'intéressé fournit des prestations ou produit des œuvres de nature artistique.

Ik neem aan dat onder meer kabelslepers en poetsvrouwen daar niet onder vallen.

L'ONEM applique de son côté la définition d'activité artistique reprise dans l'arrêté royal "chômage". Une harmonisation des définitions serait souhaitable afin de garantir une certaine sécurité juridique aux artistes. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à l'administration de travailler en ce sens. Mon but premier est d'arriver à faire que cette commission soit en mesure de résorber l'arriéré et qu'elle puisse délivrer effectivement les visas, conformément à l'article 1bis.

De commissie zal worden opgericht bij de FOD Sociale Zekerheid op 1 juni 2015. Een eerste vergadering is gepland voor 3 juni 2015 in de lokalen van de FOD.

In samenwerking met alle instellingen die betrokken zijn bij de oprichting van de Commissie Kunstenaars, zijn we erin geslaagd zowel de logistieke middelen als de personeelsgebonden en budgettaire middelen vrij te maken die nodig zijn voor de werking van de commissie en die niet gevonden konden worden onder de vorige legislatuur. Het probleem was dus dat er nog niets mee gebeurd was in de vorige legislatuur.

Mevrouw De Coninck, ik heb alleen cijfers over de als zelfstandige aangegeven kunstenaars. Ze dateren van 31 december 2013. Op dat moment waren er 14 885 als zelfstandige aangegeven kunstenaars die als natuurlijk persoon hun beroepsactiviteit uitoefenen. Deze cijfers omvatten zowel de kunstenaars in hoofd- als in bijberoep en de kunstenaars die na hun pensionering actief blijven.

In het vierde kwartaal van 2014 werden er 10 714 kunstenaars als werknemer aangegeven. Daar waren ook deeltijdse werknemers bij; het ging eigenlijk om 3 470 voltijdse equivalenten. We zien inderdaad een ontwikkeling tegenover tien jaar geleden. In het vierde kwartaal van 2004 waren er 5 702 kunstenaars aangegeven.

Op basis van de statistische fiches van de Rijks Sociale Zekerheid kan geen onderscheid gemaakt worden tussen kunstenaars aangegeven conform artikel 1bis en kunstenaars met een arbeidsovereenkomst.

Over de kunstenaars-ambtenaren kan ik u geen cijfers geven, omdat we die niet kunnen onderscheiden van de gewone kunstenaars. Ze worden gerekend bij de kunstenaars met een loontrekkend beroep. Voor die categorie bestaat geen aparte code.

Het systeem is ingevoerd om misbruik van artikel 1bis te vermijden. Wanneer inspectiediensten misbruik vaststellen, zijn er ook regularisaties mogelijk. Zo werden op vraag van verschillende auditoraten controles uitgevoerd door de RSZ, de Sociale Inspectie, de dienst Toezicht op de Sociale Wetten en de RVA.

Ik kan u geen precieze cijfers geven van het aantal individuele dossiers waarin sprake is van het kunstenaarsstatuut en onderwerping aan de RSZ naar aanleiding van de controles. Met andere woorden, men kan die daar niet afzonderlijk uithalen.

De discussie daarover sleept al lang aan. Het statuut van de kunstenaar is opgericht door Frank Vandenbroucke. Ik was toen nog lid van de commissie voor de Sociale Zaken. Ik ben het er helemaal mee eens dat kunstenaars een statuut moeten hebben en rechten moeten kunnen opbouwen, maar ik heb er steeds voor gewaarschuwd dat het kon worden misbruikt door personen die geen kunstenaar zijn maar gewoon een manier zoeken om hun activiteiten te kunnen laten vrijstellen van de normale sociale bijdragen. Dat probleem is nog steeds actueel. We zullen het statuut verder moeten evalueren. De commissie komt er op 1 juni, over een paar dagen dus, en zal onmiddellijk van start gaan.

02.04 Benoit Hellings (Ecolo-Groen): Madame la ministre, je vous remercie pour ces réponses. Vous avez raison sur le fait que vous héritez d'un dossier extrêmement complexe qui a été géré de façon un peu abrupte et pas toujours sérieuse par vos prédécesseurs, Mme Onkelinx et Mme De Coninck.

On parle ici du visa et de la carte d'artiste qui ne concernent, au fond, qu'une minorité d'artistes parce que l'essentiel d'entre eux dépend de la loi sur le chômage qui a été révisée à la fin de la législature passée par Mme De Coninck et qui a restreint l'accès de certains artistes au statut de chômeur.

Aujourd'hui, face à la précarité dans laquelle se trouvent certains artistes, il ne faut pas insister sur les abus. Il y en a probablement et il faut les combattre. Mais il est important de pouvoir avoir un statut d'artiste qui sorte une série d'artistes de cette précarité dans laquelle ils se trouvent.

Il faut aussi se rendre compte que si vous articulez aujourd'hui la loi et que si vous voulez réfléchir, en commission, afin de définir le statut d'artiste et de le mettre en parallèle avec une même législation au niveau du chômage, il ne faudrait pas entrer dans des conditions trop restrictives qui feraient que quantité d'artistes se retrouveraient du coup au CPAS.

Je voudrais attirer votre attention sur le fait que probablement si Van Gogh vivait à notre époque, il émigrerait au CPAS. Cela ne l'a pas empêché de faire des œuvres magnifiques sur lesquelles quantité de citoyens belges et dans le monde s'extasient. Il faut pouvoir se donner les moyens d'entretenir et de donner un cadre spécifique aux artistes qui leur permette de créer les œuvres d'aujourd'hui et de demain que nous continuerons à regarder.

02.05 Inez De Coninck (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw uitgebreid en duidelijk antwoord. Het verheugt mij dat u dat dossier ter harte neemt en belangrijk acht. Wij denken ook aan het belang van de kunstenaar en we stellen vast dat het statuut, dat destijds werd uitgewerkt, nu een beetje de geloofwaardigheid van de kunstwereld ondermijnt. Ik ben dan ook tevreden dat de werkzaamheden in juni opgestart worden en dat de controle op de bestaande regelgeving daadwerkelijk geïmplementeerd zal worden.

Op lange termijn is een specifiek statuut niet in overeenstemming met het standpunt van onze partij. Wij moeten wel aandacht hebben voor de specifieke situatie van kunstenaars. Wij zien veeleer oplossingen in andere financieringsvormen dan in het geven van speciale statuten, wat wij meer als een vorm van pampieren van de kunstenaar zien. Met alternatieve financieringsvormen kunnen zij zich ook ten volle op hun kunstenaarschap toeleggen en het ontplooiën.

02.06 Minister Maggie De Block: Dat moet wel mogelijk zijn in ons sociaalezekerheidssysteem, want u moet natuurlijk rekening houden met de geldende sociale wetgeving. Pensioenrechten en sociale rechten moeten nu eenmaal worden opgebouwd.

Ik besef dat de sociale wetgeving een kluwen is, maar we hebben toch een oplossing voor de kunstenaar in de sociale wetgeving gezocht.

Over een alternatieve financiering kunnen wij het eens hebben bij een kop thee of koffie. De eventuele uitkomst zal mij zeer benieuwen, want het heeft mij altijd ten eerste geïntrigeerd hoe we iedereen een sociaal statuut kunnen geven, uiteraard binnen de vigerende sociale wetgeving. Ideologisch kan ik uw redenering volgen, maar er zijn wel de wettelijke grenzen.

02.07 Inez De Coninck (N-VA): In Duitsland zijn er blijkbaar al dergelijke systemen van toepassing. Die bieden een alternatieve kijk daarop.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter:** Vraag nr. 3321 van mevrouw Jadin vervalt.

03 Vraag van juffrouw Yoleen Van Camp aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "tandimplantaten" (nr. 3389)

03 Question de Mlle Yoleen Van Camp à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les implants dentaires" (n° 3389)

03.01 Yoleen Van Camp (N-VA): Mevrouw de minister, bij het ontbreken van een of meerdere tanden zijn er in grote lijnen twee opties: een uitneembare prothese met haakjes over de resterende tanden of een vaste oplossing door middel van een brug of implantaten. Wetenschappelijke studies hebben aangetoond dat een prothese met haakjes sneller tot complicaties leidt door de beschadiging van de haakjes rond de resterende tanden en omdat de haakjes een optimale reiniging van de overgebleven tanden verhinderen.

Bruggen en implantaten hebben een hogere instelkostenprijs, maar ze zijn veel duurzamer en ook beschermend voor de overige tanden.

Overweegt u de terugbetaling bij het ontbreken van een of meerdere tanden te herzien en in te zetten op duurzamere oplossingen, zoals bruggen en implantaten? Waarom wel of waarom niet?

Wat denkt u ervan om de voorziene terugbetaling bij een uitneembare tandprothese ook toe te kennen voor een brug of een implantaat, zodat de patiënt zelf kan kiezen waarvoor hij het beschikbaar budget inzet?

Hebt u plannen om de momenteel zeer hoge kostprijs voor patiënten te drukken?

03.02 Minister **Maggie De Block**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Van Camp, in de eerste plaats benadruk ik dat uitneembare prothesen bij patiënten ouder dan vijftig jaar in de bestaande regeling als een belangrijke vorm van basiszorg worden beschouwd. Daarnaast kan er ook meer terugbetaling komen voor zogezegde comfortabele en meer duurzame prothetische voorzieningen, daarin kan ik u helemaal volgen. Veeleer dan de nomenclatuur voor uitneembare prothesen open te stellen voor brugwerk en implantaten willen wij inzetten op een duidelijke regeling waarbij voor dit type van zorg tarieven worden afgesproken in de verplichte ziekteverzekering. Men kan een nomenclatuurnummer maken, maar dan is er nog geen terugbetaling. Daar knelt het schoentje. Implantaten zijn een dure affaire.

Er bestaat een zeer beperkte nomenclatuur voor het plaatsen van twee osteo-geïntegreerde implantaten met een basis in het kaakbeen en een bovenbouw in de edentate onderkaak, zijnde een tandenloze onderkaak waarin men anders geen anker kan bevestigen. Dit geldt alleen voor patiënten vanaf zeventig jaar.

Het is de bedoeling deze nomenclatuur uit te breiden op basis van de budgettaire middelen die hiervoor kunnen worden gevonden. De Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen en de Technisch Tandheelkundige Raad zijn zich bewust van de noodzaak om de nomenclatuur uit te breiden.

Wij hebben vorige keer, bij het nieuwe dentomut-akkoord, gevraagd om een aantal zaken terug te betalen, met het oog op meer duurzame mondconstructies. Daar is men ook op ingegaan. Dat is echter nog een lange weg. Technisch is men voortdurend geëvolueerd, maar de terugbetaling is niet gevolgd.

Dat wil niet zeggen dat die mensen met hun mond zonder tanden moeten blijven lopen. Zij kunnen een beroep blijven doen op de uitneembare prothesen, maar het inplanten van een paar basispijlers en daaraan een gebit vastmaken is een duurzamere oplossing. De kaak blijft langer in stand als een tand in het bot aanwezig blijft, hetzij een ingeplante tand, hetzij een eigen tand.

De tandzorg vraagt nog heel wat werk, maar dat moet via de dentomut gaan. De Technisch Tandheelkundige Raad buigt zich hier ook over.

03.03 **Yoleen Van Camp** (N-VA): Mevrouw de minister, dat klinkt goed. Wij zijn blij dat er een verbetering op komst is. Wij volgen dit op.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Questions jointes de

- Mme Catherine Fonck au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "les travailleurs domestiques non assujettis à la sécurité sociale des travailleurs salariés" (n° 3708)

- M. Éric Massin au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "le personnel de maison" (n° 3719)

- Mme Sybille de Coster-Bauchau à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le statut des aides à domicile dites 'low cost'" (n° 4500)

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Catherine Fonck aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de dienstboden die niet onderworpen zijn aan de sociale zekerheid voor werknemers" (nr. 3708)

- de heer Éric Massin aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "huispersoneel" (nr. 3719)

- mevrouw Sybille de Coster-Bauchau aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het statuut van de zogenaamde lowcostgezinshelpsters" (nr. 4500)

04.01 **Éric Massin** (PS): Monsieur le président, madame la ministre, je pensais que cette question allait être transmise à M. Peeters, à qui elle était initialement adressée.

Le 1^{er} octobre 2014, une loi rendant obligatoire la déclaration comme employeur de toute personne occupant du personnel de maison est entrée en vigueur.

En effet, tout citoyen qui recourt aujourd'hui aux services d'une personne pour effectuer des travaux ménagers d'ordre manuel (lessiver, repasser, jardiner, etc.) est considéré comme employeur et est donc tenu de déclarer tout personnel domestique à l'ONSS.

En outre, ceux qui emploient du personnel de maison doivent faire une déclaration Dimona, soit un message électronique par lequel ils communiquent l'entrée en service du travailleur à l'ONSS. Ensuite, les employeurs devront s'acquitter des cotisations sociales nécessaires et souscrire une assurance pour les accidents de travail, précaution déjà souvent prise précédemment. Les formalités administratives et les coûts de cette nouvelle loi sont tels qu'ils décourageraient les meilleures volontés. Test-Achats a d'ailleurs conseillé aux particuliers d'orienter leur personnel vers les sociétés de titres-services plutôt que de procéder à un engagement direct.

De surcroît, des femmes de ménage – appelées aujourd'hui "techniciennes de surface" – étant habituées à leur indépendance ne désireront certainement pas travailler pour des sociétés titres-services et les personnes les engageant voudront souvent conserver leur professionnalisme.

Dès lors, madame la ministre, combien de déclarations spontanées d'employeurs de personnel domestique ont-elles été introduites depuis ces quatre derniers mois?

A-t-on connu un *rush* d'inscriptions dans les sociétés de titres-services à la suite d'un éventuel glissement du personnel domestique vers ces sociétés?

Que compte faire l'administration pour simplifier les procédures afin qu'elles puissent être plus accessibles aux simples particuliers (mise en place d'un guichet unique, Banque-Carrefour, etc.)?

Le gouvernement compte-t-il accroître les contrôles chez des particuliers?

N'a-t-on pas assisté à des résiliations massives de contrats d'assurance "gens de maison", de peur d'être dénoncé par les compagnies d'assurances qui ont dû demander les numéros d'inscription à l'ONSS? Cette situation, vous l'avouerez, serait dramatique au niveau de la protection des travailleurs, même au noir, en cas d'accident.

04.02 Catherine Fonck (cdH): Madame la ministre, mon collègue vient de rappeler les règles existantes et leur évolution depuis le 1^{er} octobre 2014. Je ne les mentionnerai donc pas.

En pratique, les travailleurs domestiques, pour les tâches ménagères et manuelles, sont maintenant assujettis à la sécurité sociale des travailleurs salariés. Les travailleurs occasionnels de maison, employés pour des tâches intellectuelles moyennant un maximum de huit heures/semaine, ne sont pas assujettis.

Nous avons été sollicités par des personnes concernées par cette évolution de la législation, dans des domaines d'activité très différents et très larges. D'où mes questions. Combien y a-t-il eu de déclarations spontanées d'employeurs de personnel domestique depuis le 1^{er} octobre 2014? A-t-on constaté une augmentation d'inscriptions dans les sociétés de titres-services à la suite d'un éventuel glissement du personnel domestique vers ces sociétés?

Que compte faire le gouvernement pour simplifier les procédures et les rendre accessibles aux citoyens employeurs de personnel domestique désormais assujetti? Pour eux, la situation est en effet beaucoup plus complexe qu'auparavant. Le gouvernement entend-il renforcer les contrôles chez les particuliers?

A-t-on constaté en pratique un nombre important de résiliations des contrats d'assurance "personnel de maison"? Cela pourrait nous donner des indications sur des glissements éventuels à la suite de cette modification de la réglementation.

04.03 Sybille de Coster-Bauchau (MR): Madame la ministre, depuis quelques mois sont apparus des services d'assistance à domicile 24 h/24 de type *low cost*. Plusieurs sociétés profitant du système de détachement de travailleurs européens proposent la mise à disposition à bas prix de gardes-malades venus

des pays de l'Est.

Ce procédé offre à certaines familles la possibilité d'assurer à leurs proches, aux personnes âgées ou aux personnes malades des soins à domicile pour des coûts réduits, mais suscite toutefois des questions en matière de qualification du personnel.

Ces travailleurs de l'Est perçoivent un salaire avoisinant les 900 à 1 000 euros. Outre ce bas salaire, ils prestent des heures de travail nettement supérieures à ce que la législation permet. De plus, ils sont logés sur place et doivent être disponibles 24 h/24.

Chez nous, dans des structures agréées, les gardes-malades sont actifs pendant neuf heures, font partie d'une équipe et sont couverts par une assurance à travers l'ASBL qui les emploie. Ils bénéficient d'un encadrement et d'une formation continue, ce qui n'est évidemment pas le cas pour ces sociétés *low cost*.

Madame la ministre, avez-vous eu connaissance de l'existence de ces sociétés? Si oui, a-t-on déjà vérifié si les services et les compétences de ces aides à domicile répondent aux standards belges? En effet, dans les CPAS, dans les ASBL agréées, les communes ou les intercommunales proposant de tels services à domicile, on demande aux employés un diplôme de type auxiliaire polyvalent(e), auxiliaire familial(e) ou sanitaire, puériculteur(trice), etc.

Je pense que pour s'assurer d'un service professionnel aux malades et aux personnes âgées et d'un contrôle, il faudrait exiger de ces sociétés *low cost* que leurs employés produisent au minimum un titre de formation de leur pays d'origine ou alors suivent une formation adaptée en Belgique.

Il existe donc deux aspects dans ce dossier: d'une part, un aspect lié au dumping social et, d'autre part, un aspect formation. Sans doute l'aspect formation concerne-t-il plutôt les gouvernements régionaux car ce sont eux qui imposent les critères à travers différents décrets.

Néanmoins, je voulais vous interroger car cela touche la santé publique. Ce n'est pas seulement une question de formation. J'aimerais avoir votre avis sur ce dossier.

04.04 Maggie De Block, ministre: Monsieur le président, madame, votre question a deux volets dont un a trait aux matières traitées ici en commission Affaires sociales mais dont l'autre relève de la commission Santé publique. Si nécessaire, vous pourrez poser des questions complémentaires.

À la suite de la mise en œuvre de la convention n° 189 de l'ILO, un statut social pour les travailleurs domestiques a été prévu depuis le quatrième trimestre 2014.

Depuis le 1^{er} octobre, il y a eu 332 nouvelles inscriptions des employeurs qui ont déclaré vouloir employer des domestiques qui exercent des travaux ménagers d'ordre manuel au service d'un ménage, d'un employeur ou de sa famille. On la nomme la catégorie 37.

Ces chiffres renvoient à la demande d'être inscrit en tant qu'employeur de domestiques. Il s'agit donc d'employeurs qui ont indiqué qu'ils emploieront du personnel de cette catégorie à partir d'une certaine date. Sur ce total de 332 employeurs inscrits comme employeurs de personnel domestique, 311 ont effectué une Dimona et 21 ne l'ont pas encore rentrée.

Cependant, en ce qui concerne les employeurs ayant bien effectué une Dimona, il ne peut pas être déduit de la déclaration s'il s'agit de la catégorie 37 ou d'une autre activité vu que cette information ne doit pas être mentionnée.

Toutefois, je peux vous informer qu'en comparaison avec l'année 2014, le nombre d'employeurs qui ont rentré une déclaration trimestrielle avec la catégorie 37 a clairement augmenté au quatrième trimestre 2014 pour atteindre 900 (pour moins de 700 durant les trois trimestres précédents). Pour l'année 2015, ces chiffres ne peuvent pas encore être communiqués puisque les déclarations du premier trimestre sont encore en cours de traitement. Dès que tout sera déclaré, on pourra disposer des chiffres et voir si cette tendance se confirme.

En ce qui concerne la question sur les titres-services, cette compétence a été transférée aux Régions le 1^{er} juillet 2014. Dans un souci de simplification administrative, il ne me semble pas opportun de créer un

système spécifique pour environ 300 employeurs. L'inspection sociale ne compte pas renforcer les contrôles chez les particuliers et ne procède à des contrôles que sur base d'informations pertinentes, à savoir des plaintes.

Pour l'instant, il n'y a pas de statistiques disponibles pour répondre à la question sur les contrats d'assurance. De nos chiffres, il est également impossible de déduire combien de polices concernant les travailleurs domestiques ont été interrompues au quatrième trimestre 2014 ou au premier trimestre 2015, d'autant plus que ces chiffres contiennent également d'autres catégories de personnel non assujetti à l'ONSS que les domestiques.

Pour la qualité de la formation, il s'agit d'une compétence dont on peut discuter avec les Régions. La qualité de la formation est importante pour les soins de santé mais nous ne pouvons vérifier celle-ci que s'il y a un contrôle ou une plainte.

04.05 Éric Massin (PS): Monsieur le président, je n'ai pas grand-chose à ajouter. Il faudra procéder à une certaine vérification dans la durée concernant les déclarations spontanées. Il faudra voir ce qu'il en est en termes de croisement de données mais cela concerne plus M. Tommelein que Mme la ministre. Je m'adresserai sans doute à lui.

04.06 Catherine Fonck (cdH): Madame la ministre, je vous remercie pour ces informations, notamment les chiffres. Les titres-services ont été régionalisés mais concernant les chiffres que vous donnez pour ce dispositif, j'imagine qu'on peut probablement tirer la conclusion qu'il n'y a pas eu de *rush* d'inscriptions au niveau des sociétés de titres-services. Sinon cela voudrait dire qu'il y a une explosion des deux côtés et c'est difficilement imaginable dans un laps de temps aussi court.

Après un certain temps, il faudra examiner si les personnes qui introduisent des dossiers n'éprouvent pas trop de difficultés. Cette question est en effet devenue nettement plus complexe. Il convient de voir également si l'administration ne devrait pas mettre en place des modalités de simplification dans les procédures pour essayer de les rendre plus accessibles à l'ensemble des citoyens qui peuvent devenir employeurs de personnel domestique.

Enfin, je me permets de vous rendre vigilante au volet assurances. Je comprends tout à fait que vous n'ayez pas pu me fournir de chiffres. Toujours est-il qu'il faudra, à un certain moment, faire le point avec les compagnies d'assurance. En effet, si des contrats d'assurance relatifs à des gens de maison étaient résiliés massivement, cela pourrait occasionner des impacts dramatiques en cas d'accident de travail.

04.07 Sybille de Coster-Bauchau (MR): Madame la ministre, je vois que vous n'avez pas vraiment été interpellée à ce sujet. Je souhaitais aborder ce problème sous l'angle fédéral. En effet, ce sont finalement des travailleurs détachés qui offrent un service identique à celui que propose un secteur agréé.

Je vous rappelle qu'en 2012, la Belgique avait essayé de répondre à cette question par une réglementation particulière dont le principe était assez simple. Dans cette optique, lorsque dans une juridiction nationale une institution de sécurité sociale ou un acteur social constate un abus tel que prévu par cette réglementation, le salarié ou, du moins, celui qui exerce un certain travail, est soumis à la sécurité sociale belge. Vous nous avez répondu qu'on ne contrôlait pas, mais qu'on agissait uniquement à la suite d'une plainte. J'imagine donc que vous n'en avez pas reçu.

04.08 Maggie De Block, ministre: On ne va pas non plus mener de contrôles dans les maisons où les gens ont été déclarés.

04.09 Sybille de Coster-Bauchau (MR): Non, mais il s'agit ici de sociétés *low cost* d'aide à domicile – gardes-malades, soins apportés aux personnes âgées, etc. –, et non de particuliers. À l'avenir, il conviendra d'y attacher une certaine importance, car cette tendance à engager des employés bon marché va s'étendre vu le coût du personnel. On l'a constaté à propos de déclarations Dimona qui doivent encore être remplies.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président:** Les questions n^{os} 4077 et 4231 de M. Daniel Senesael sont reportées.

De heer Veli Yüksel is niet aanwezig. Zijn vraag nr. 4334 vervalt.

05 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "zelfstandigen met kanker" (nr. 4467)

05 Question de Mme Nahima Lanjri à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la problématique des indépendants souffrant d'un cancer" (n° 4467)

05.01 Nahima Lanjri (CD&V): Mevrouw de minister, onlangs kaartte de Stichting Tegen Kanker via een mediabericht de schrijnende situatie van zelfstandigen met kanker aan. Ik meen dat wij het ruimer kunnen zien. Wanneer zelfstandigen zwaar ziek zijn of geconfronteerd worden met de diagnose dat zij kanker hebben, komen zij vaak in de problemen. Het kan gaan om financiële problemen en problemen met hun zaak, omdat zij niet alleen de kosten van de behandeling moeten kunnen betalen, maar ook kosten moeten maken om hun zaak open te houden. Enerzijds blijven hun kosten doorlopen en, anderzijds, verliezen zij vaak klanten wanneer zij door hun fysieke situatie niet altijd in staat zijn te werken.

Is de FOD Volksgezondheid op de hoogte van het probleem, en wat doet hij eraan? Welke mogelijkheden zijn er al voor zelfstandigen? Bestaat er een of ander vangnet waarop zij bij een slepende ziekte kunnen terugvallen?

Welke bijkomende maatregelen moeten er volgens u genomen worden, eventueel in samenwerking met uw collega, de heer Borsus, die bevoegd is voor de middenstand, de zelfstandigen en de kmo's, om zelfstandigen beter te beschermen tegen de financiële gevolgen van kanker of een andere langdurige ziekte?

05.02 Minister Maggie De Block: Mevrouw Lanjri, de zelfstandigen worden door hun uitkeringsverzekering gedekt in geval van volledige stopzetting van de beroepsactiviteit wegens ziekte. Om de uitkeringen wegens primaire arbeidsongeschiktheid of invaliditeit te kunnen krijgen, moet men eerst als arbeidsongeschikt erkend zijn door de adviserend geneesheer van het ziekenfonds waarbij men is aangesloten. De voorafgaande voorwaarde om die uitkering te krijgen, is een volledige stopzetting van elke beroepsactiviteit. De vergoeding start nu na de 28^e dag van de arbeidsongeschiktheid. Vroeger was dat na drie maanden, maar die termijn is teruggeschoefd.

De vergoeding blijft uitbetaald, zolang de adviserend geneesheer de zelfstandige als arbeidsongeschikt erkent.

De zelfstandige kan die uitkering bovendien deels cumuleren met een beroepsinkomen in geval van gedeeltelijke hervatting van de beroepsactiviteit, wel met aangifte daarvan bij de adviserend geneesheer. Het is dus een vrij flexibel systeem dat de zelfstandige toch de mogelijkheid biedt om in contact te blijven met zijn klanten of de beroepsactiviteit in stand te houden voor het geval dat hij zou herstellen en zijn werkzaamheden volledig zou kunnen hervatten. De mogelijkheid wordt alleen toegekend wanneer de hervatting van de beroepsactiviteit verenigbaar is met de gezondheidstoestand van de werker. Er wordt dus echt wel rekening gehouden met de beroepsactiviteit.

De ziekenfondsen en de representatieve organisaties van de zelfstandigen voeren momenteel in het RIZIV al een aantal maanden besprekingen over meer specifieke maatregelen om de mogelijkheden voor gedeeltelijke hervatting bij ziekte nog te verbeteren. Dat proces loopt gelijk met het proces dat ik ook voor de werknemers heb gestart. Het is namelijk de bedoeling om specifieke oplossingen te vinden voor zelfstandigen. Het expertisecentrum Arbeidsongeschiktheid van het RIZIV bereidt een studie voor om de opvolging van de zelfstandigen die aan een ernstige ziekte lijden, beter te omschrijven. Een slepende ziekte zoals kanker, nog altijd de eerste oorzaak van de mortaliteit in ons land, vormt hierbij natuurlijk een van de nader te onderzoeken prioriteiten.

Ik heb het hier enkel gehad over de maatregelen in het kader van mijn bevoegdheden. Ik verwijs dan ook naar minister Borsus voor alle bijkomende informatie betreffende de bestaande maatregelen in het kader van het sociaal statuut van de zelfstandigen. Bij ons gaat het alleen over arbeid. Men kan al deeltijds de werkzaamheden hervatten. Men is daar menselijk in en men biedt genoeg flexibiliteit. Er kan dus meer flexibiliteit geboden worden bij andere ziekten met een grillig verloop, met chemo enzovoort, en daardoor een nogal wisselende activiteit. Dat moet dan natuurlijk wel omkaderd worden.

05.03 Nahima Lanjri (CD&V): Mevrouw de minister, het valt mij op dat er een regeling bestaat na 28 dagen

voor de gevallen waarin men de activiteit volledig stopzet, waarna zij stopgezet blijft of gedeeltelijk wordt hervat. Dat is positief.

De werkgroep waarin u actief bent, zou kunnen onderzoeken of er een tegemoetkoming moet zijn voor zelfstandigen die, gelukkig maar, niet volledig hun activiteit stopzetten en proberen tijdelijk hun zaak halftijds of deeltijds draaiende te houden, waardoor zij tijdens die periode kunnen overleven. Nu moet men alles stopzetten, waardoor men zijn klanten verliest en daarna wordt hulp en een vergoeding geboden en kan men eventueel opnieuw halftijds beginnen. Op zich vind ik dat goed en een grote groep zal hiermee zeker geholpen zijn, maar de vraag is waarom wij het zover laten komen. Zouden wij niet de zelfstandigen moeten ondersteunen die nog in staat zijn om halftijds aan het werk te blijven, bijvoorbeeld zij die op de dagen dat zij geen chemotherapie ondergaan, hun zaak toch nog open kunnen houden? Dan bloedt hun zaak niet helemaal dood. Nu krijgen zij enkel steun indien hun activiteit een periode volledig is stopgezet.

05.04 Minister **Maggie De Block**: Dat is de wet. De wet eiste vroeger drie maanden volledige stopzetting van de activiteit en geen deeltijdse activiteit. Nu eist de wet 28 dagen. Als men iets ernstigs heeft, dan komt men aan die 28 dagen.

05.05 **Nahima Lanjri** (CD&V): Ik begrijp het.

05.06 Minister **Maggie De Block**: Men moet dan de wet over de arbeidsongeschiktheid volledig herzien en daarover is er niets ingeschreven in het regeerakkoord. Ik moet navragen wat er bij de bespreking allemaal op tafel ligt, maar het lijkt mij dat wij zullen gaan naar meer flexibiliteit en niet zullen morrelen aan de basis van de wet. Stel dat een persoon iets overkomt en dat hij vanaf de eerste dag zegt dat hij nog zal kunnen werken, maar wel minder, en dat hij dan toch een ziekte- of arbeidsongeschiktheidsuitkering ontvangt.

05.07 **Nahima Lanjri** (CD&V): Neen, maar u begrijpt wat ik bedoel. In plaats van aan zelfstandigen die lijden aan een slepende ziekte, te zeggen dat zij eerst hun zaak moeten laten leegbloeden en de winkelactiviteiten moeten stopzetten om ze achteraf te helpen om er weer bovenop te komen, zou het misschien een idee zijn om, onder zeer strenge voorwaarden en niet voor eender wat, een zekere flexibiliteit in te bouwen. Dan zouden de mensen die ertoe in staat zijn om vanaf het begin van hun ziekte hun activiteit toch op een laag pitje voort te zetten, ook enige vorm van ondersteuning kunnen krijgen in de vorm van een uitkering.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 **Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "uitkeringen voor gedetineerden" (nr. 4488)**

06 **Question de Mme Nahima Lanjri à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les allocations aux détenus" (n° 4488)**

06.01 **Nahima Lanjri** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, er werd in het verleden reeds gepleit voor een verdere harmonisering en rationalisering van uitkeringen voor gedetineerden. Wie in de gevangenis zit, heeft geen recht op een leefloon, een werkloosheidsuitkering of een inkomensvervangende uitkering voor gehandicapten. Het is echter wel mogelijk om als gedetineerde een uitkering te krijgen voor arbeidsongevallen en beroepsziekten. Pensioenen worden ook uitbetaald, maar alleen gedurende het eerste jaar.

Bij een invaliditeitsuitkering varieerde de regeling tot nu toe, en dat zal ook wel zijn redenen hebben gehad. Gevangenen met personen ten laste bleven hun volledige invaliditeitsuitkering ontvangen, maar alleenstaanden kregen slechts de helft van het oorspronkelijk bedrag.

Ik heb vernomen dat het de bedoeling is om geen uitkeringen meer toe te kennen aan gedetineerden, ook geen invaliditeitsuitkeringen, ook niet wanneer zij een gezin moeten onderhouden. Mevrouw de minister, ik begrijp dat u een en ander wilt harmoniseren, maar mijn bekommernis is vooral dat men gezinnen daarmee in moeilijkheden brengt.

Is deze informatie juist? Over welke uitkeringen gaat het dan specifiek? Vanaf wanneer zou deze regeling ingaan?

Worden gedetineerden met of zonder gezin in de nieuwe regeling op een identieke manier behandeld of gaat het alleen over gedetineerden zonder gezinslast?

Hoeveel gezinnen van gedetineerden worden getroffen door deze maatregel, voor welk bedrag? Welke besparing zou deze maatregel dus opleveren wanneer hij wordt doorgevoerd?

Welke alternatieven zijn er mogelijk om de partner en/of de kinderen van een gedetineerde die zonder bestaansmiddelen vallen, op te vangen wanneer de gedetineerde naar de gevangenis gaat en zijn uitkering verliest?

06.02 Minister **Maggie De Block**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Lanjri, naar aanleiding van de begrotingscontrole van maart jongstleden heeft de voltallige regering beslist om vanaf 1 juli 2015 de toekenning van de uitkeringen te weigeren aan de als arbeidsongeschikt erkende gerechtigde die in de gevangenis verblijft. Dit principe van een weigering van de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen is van toepassing op elke gerechtigde, ongeacht zijn of haar precieze gezinssituatie. Via een bepaling in de programmawet zal de regering deze beslissing uitvoeren.

Door middel van een koninklijk besluit zullen voorts de concrete voorwaarden en modaliteiten worden bepaald voor deze weigering van de toekenning van de uitkeringen tijdens een verblijf in de gevangenis.

Met deze maatregel zal de situatie met betrekking tot de ziekte- en invaliditeitsuitkeringen identiek worden aan de regeling die er nu al is voor werkloosheidsuitkeringen. Beide uitkeringen zijn bedoeld als vervangingsinkomen. Ze moeten het loonverlies compenseren dat de werknemer zou leiden als gevolg van ziekte, ongeval of werkloosheid.

Wanneer een werknemer die werkt of een zelfstandige naar de gevangenis moet gaan, leidt hij ook loonverlies. Het is immers evident dat de zelfstandige dan geen activiteit meer heeft en dat er geen enkele werkgever bereid is om tijdens de gevangenschap het loon van een werknemer door te blijven betalen. Er wordt dan ook erkend dat de arbeidsovereenkomst niet meer kan worden uitgevoerd. De betrokkene heeft derhalve geen recht meer op een loon.

Het is dus een gelijkschakeling met de ziekte- en invaliditeitsverzekering, die niet bedoeld is om een loonverlies te compenseren dat zijn reden niet vindt in ziekte of ongeval, maar door het feit dat men over een gevangene praat.

Het gaat om zo'n 1 600 gedetineerden in ons land. Ik meen dat er nu 11 000 zijn, we spreken dus over minder dan 10 %. De eruit voortvloeiende besparing wordt voor 2015 op 3 miljoen euro en voor 2016 op 6 miljoen euro geraamd.

In voorkomend geval kunnen de partner en/of de kinderen van de gedetineerde een beroep doen op een stelsel van sociale bijstand als zij zelf over onvoldoende bestaansmiddelen zouden beschikken. Zo kan de partner van iemand die werkt maar naar de gevangenis moet, op basis daarvan een leefloon aanvragen. Nu gebeurt dit al op deze manier voor de familie van iemand die werkte vooraleer hij naar de gevangenis moest. Dat zal dan ook het geval zijn.

Eerlijk gezegd vind ik het een gelijkschakeling die te rechtvaardigen is.

06.03 **Nahima Lanjri** (CD&V): Mijnheer de minister, ik begrijp zeker uw pleidooi om een aantal zaken te harmoniseren. In de gevangenis krijgt men ook bed, bad en brood. Ik vind het dan ook niet meer dan logisch dat de persoon in kwestie op dat moment geen uitkering krijgt. Ik heb het echter over de gevolgen die er vaak zijn voor de familie.

Daarover wil ik net mijn bezorgdheid uitdrukken. Als er geen ander gezinsinkomen is dan dat van de partner die in de gevangenis zit, dan wordt de familie daarvan de dupe. U zegt dat ze bij het OCMW terecht kunnen. Dat klopt, voor zover ze geen eigendom hebben. Dat wordt in rekening gebracht.

06.04 Minister **Maggie De Block**: Er is een inkomenstoets voor wie huizen verhuurt. Voor wie een eigen woning heeft en daarin woont, speelt het geen rol.

06.05 **Nahima Lanjri** (CD&V): Jawel, het wordt afgetrokken. Het wordt verrekend.

06.06 Minister **Maggie De Block**: Ik heb het vandaag nog gecheckt. Ik ben nog bevoegd geweest voor Maatschappelijke Integratie. Men heeft recht op een leefloon, zelfs al heeft men een eigen woning in eigendom.

06.07 **Nahima Lanjri** (CD&V): Dat wordt verrekend.

06.08 Minister **Maggie De Block**: Het wordt verrekend voor het bedrag, alleen boven een bepaald KI enzovoort.

06.09 **Nahima Lanjri** (CD&V): Dat klopt. Ik heb niet gezegd dat men geen recht heeft op steun. Men heeft recht op een leefloon als men geen ander middel van bestaan heeft. Bij iemand die niet moet huren en in zijn eigen appartement woont, wordt het wel verrekend om de hoogte van het leefloon te bepalen.

06.10 Minister **Maggie De Block**: Dat hangt af van het kadastraal inkomen.

06.11 **Nahima Lanjri** (CD&V): Ja, maar het klopt dat het wordt verrekend.

Ik wil mijn bezorgdheid daarover uiten. U maakt de vergelijking met mensen die werken. Ik pleit ervoor om voor die groep een oplossing te zoeken.

06.12 Minister **Maggie De Block**: Men kan rekening houden met de thuissituatie en de problemen zien die men veroorzaakt op het moment dat men zaken doet waaraan een gevangenisstraf verbonden is. Dat kan meehelpen.

Wanneer iemand die werkt in de gevangenis terechtkomt, heeft zijn partner geen inkomsten en kan zij een leefloon aanvragen. Het lijkt me wel een hoog percentage arbeidsongeschikten en beroepsziekten in de gevangenis. Dat is bijna 10 %. Zij blijven wel een inkomen genieten.

De **voorzitter**: Ik dacht 1 600.

06.13 **Nahima Lanjri** (CD&V): Dat is veel. Ik schrik van de cijfers. Dat betekent dat voor die groep of voor een groot deel ervan een grote verschuiving naar het OCMW plaatsvindt. In de globale cijfers van het OCMW is dat natuurlijk niet veel, maar het houdt wel een verschuiving in. Wat men bespaart in het ene departement, zal men voelen in het andere.

06.14 Minister **Maggie De Block**: Neen, het is niet altijd zo. Sommige families van die 1 600 gedetineerden zullen nu ook een leefloon hebben.

06.15 **Nahima Lanjri** (CD&V): Een beperkt aantal, want de partner kan een inkomen hebben.

06.16 Minister **Maggie De Block**: Ja, maar zij zullen ook een leefloon hebben.

06.17 **Nahima Lanjri** (CD&V): Een deel, maar niet allemaal.

06.18 Minister **Maggie De Block**: Mij gaat het erom dat iemand die werkt en in zo'n situatie terechtkomt slechter af is dan diegenen die genieten van onze sociale zekerheid.

06.19 **Nahima Lanjri** (CD&V): Ik deel uw bezorgdheid daarover. Voor de gedetineerden heb ik geen pardon. Daarover zijn wij het eens, maar het gaat mij om het gezin en de vrouw, die er niets aan kunnen doen dat hun man iets heeft uitgespookt. De vrouw en de kinderen worden daarvan dan de dupe. Ik wil die situatie ook in het kader van de strijd tegen armoede plaatsen.

06.20 Minister **Maggie De Block**: Ik meen dat zij dan meer nood aan begeleiding hebben, ook door een OCMW, want dan kan er naar de situatie van het gezin gekeken worden. Die vrouw zou bijvoorbeeld ook onder artikel 60 tewerkgesteld kunnen worden in het OCMW en kan dan weer in de maatschappij geïntegreerd worden. Het OCMW heeft een begeleidende rol te spelen voor mensen die in de problemen geraakt zijn, want als iemand in de gevangenis geraakt – dat hebt u gezien – dan heeft hij niet één maar veel problemen.

06.21 Nahima Lanjri (CD&V): Ik hoop dat de bekommernis wordt meegenomen...

06.22 Minister Maggie De Block: Absoluut.

06.23 Nahima Lanjri (CD&V): ...dat wij moeten vermijden dat die gezinnen in de armoede geduwd worden. Wij moeten hen ondersteunen, zowel financieel als in de begeleiding.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.30 uur.

La réunion publique de commission est levée à 15.30 heures.